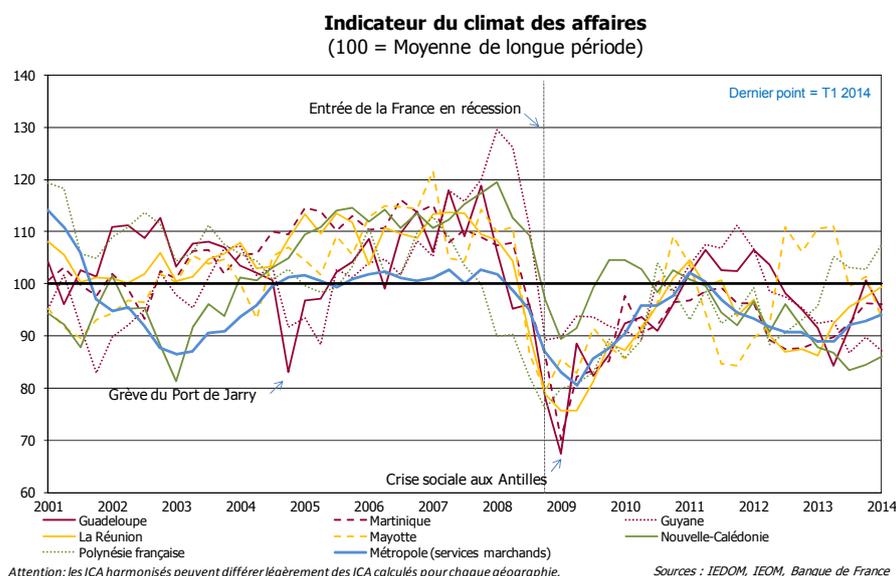


Conjoncture Outre-mer 1^{er} trimestre 2014

UNE REPRISE QUI TARDE À SE CONCRÉTISER

Alors que la croissance de l'économie mondiale s'affermirait, la reprise dans l'Outre-mer reste poussive. Dans les économies domiennes, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) se situe en deçà de sa moyenne de longue période et se retourne à la baisse en Guyane, à la Guadeloupe et à Mayotte, tandis qu'il se stabilise à la Martinique. Dans le Pacifique, si l'indicateur progresse dans les deux COM, la situation conjoncturelle des deux économies est divergente. Ainsi, alors que l'ICA polynésien se situe au-dessus sa moyenne de longue période pour le quatrième trimestre consécutif, l'ICA calédonien demeure dans une situation dégradée. Dans un contexte de poursuite du ralentissement de la hausse des prix, la consommation des ménages montre quelques signes encourageants mais les chefs d'entreprise demeurent en revanche prudents pour leurs investissements. Le marché du travail confirme une légère embellie notamment dans les DOM où le nombre de demandeurs d'emploi recule, pour le deuxième trimestre consécutif, à un rythme toutefois plus modéré.

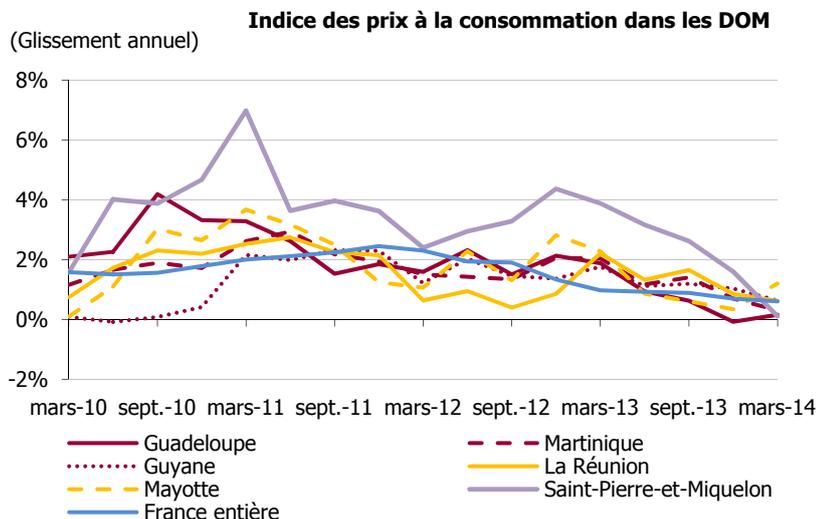
Au prochain trimestre les perspectives s'amélioreraient dans une majorité de géographies.



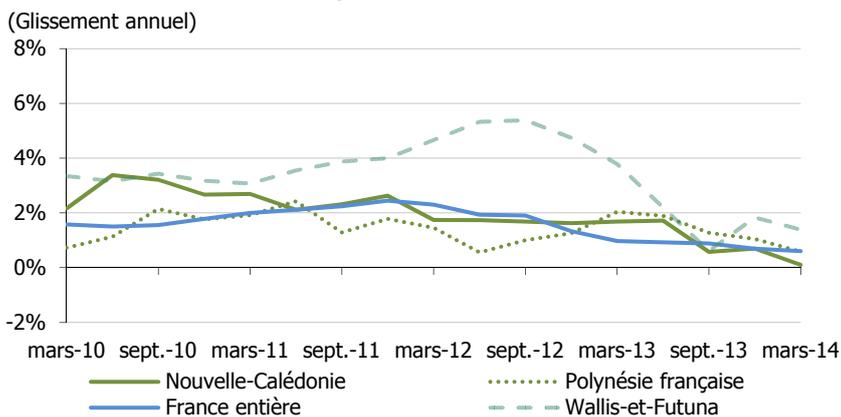
CONFIRMATION DU RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX

Dans l'Outre-mer français, la hausse des prix continue de ralentir. Pour l'ensemble des DCOM, elle s'élève en glissement annuel à +0,4 % après +0,6 % au trimestre précédent, soit un niveau moindre que celui de la France entière (métropole + DOM, +0,6 %). Ce mouvement est dû à la nette décélération de la hausse des prix tant dans les DOM (+0,4 %) que dans les COM (+0,4 %).

Dans les DOM, la tendance au ralentissement des prix à l'œuvre depuis plusieurs trimestres se confirme en Guyane (+0,6 %), à la Martinique (+0,3 %) et à La Réunion (+0,6 %), tandis que la hausse des prix accélère à nouveau à Mayotte (+1,2 % après +0,3 %), et reste stable et faible à la Guadeloupe (+0,2 % après -0,1 %).



Indices des prix à la consommation des COM



Les prix **dans les COM du Pacifique**, suivent la même tendance à la décélération que dans les DOM. Les situations sont toutefois différenciées selon les géographies. La hausse des prix ralentit nettement en Polynésie française (+0,6 %) et en Nouvelle-Calédonie où ils sont restés quasi stables (+0,1 %), et dans une moindre mesure à Wallis-et-Futuna où l'inflation demeure plus élevée (+1,4 % après +1,8 %).

Sources : INSEE, ISEE, ISPF - Calculs IEDOM

TIMIDES SIGNES D'AMÉLIORATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

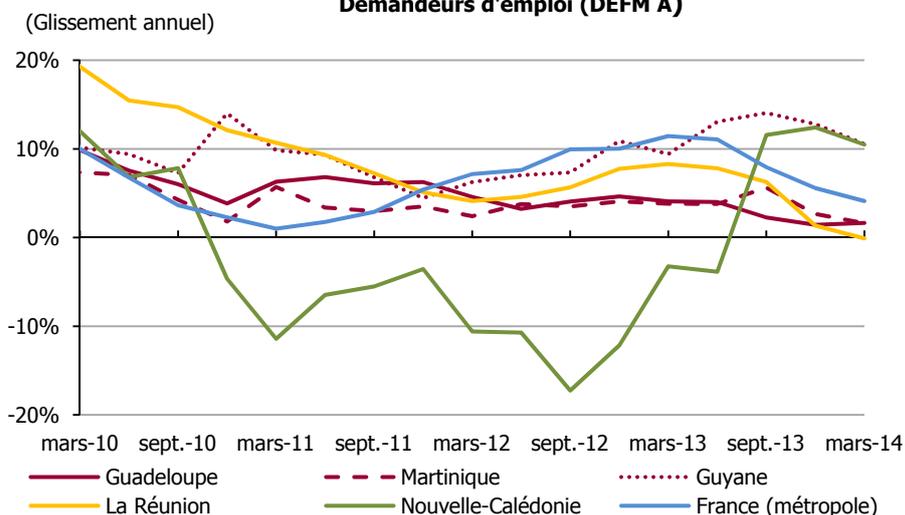
L'amélioration sur le marché du travail en Outre-mer, bien qu'encore timide, se confirme par rapport au trimestre précédent.

Dans les DOM, le nombre de demandeurs d'emploi continue de reculer pour le deuxième trimestre consécutif, à un rythme toutefois plus modeste (-0,2 % après -0,6 %). Ce mouvement baissier se retrouve à la Martinique (-0,2 %), en Guyane (-0,8 %) et à La Réunion (-0,6 %) tandis qu'à la Guadeloupe la situation se dégrade encore (+0,8 %). En glissement annuel, la situation du marché du travail continue de se détériorer dans les DOM mais à un rythme qui ralentit depuis le deuxième trimestre 2013, passant de +6,6 % à +1,4 %. Les hausses du nombre de demandeurs d'emploi s'échelonnent de +1,6 % à la Guadeloupe et à la Martinique à +10,5 % en Guyane. Seule La Réunion voit le nombre de demandeurs d'emploi se stabiliser.

Dans les COM du Pacifique, le marché du travail montre des signes de stabilisation par rapport au trimestre précédent mais continue de se dégrader sur un an. En Nouvelle-Calédonie, le nombre de demandeurs d'emploi recule très légèrement par rapport au trimestre précédent (-0,8 %).

En revanche, l'offre d'emplois se contracte. L'offre reste soutenue par les services mais s'infléchit dans les secteurs de la construction et du tourisme. Sur un an, l'offre d'emplois se replie (-3,2 %), face à un nombre de demandeurs d'emploi croissant (+10,5 %). Cette dernière évolution est plus forte en Province Sud qu'en Province Nord. En Polynésie française, l'indice de l'emploi salarié marchand se maintient au premier trimestre. L'emploi recule dans la construction (-2,2 %), dans le secteur de l'hôtellerie (-1,5 %) et dans l'industrie (-0,5 %). Il est par contre stable dans le commerce et en hausse dans les autres services (+1,1 %). En glissement annuel, l'indice diminue de 1,5 %. Les secteurs les plus touchés sont la construction et l'hôtellerie. A Wallis-et-Futuna, à fin décembre 2013, l'emploi total déclaré reste stable en rythme trimestriel. Le secteur privé affiche des effectifs en baisse (-3,0 %) compensée par la progression de ceux du secteur public (+1,2 %). Sur l'année 2013, le nombre total d'emplois déclarés progresse de 10,0 %, porté principalement par le secteur public (+15,7 %) et dans une moindre mesure par le secteur privé (+1,4 %). La fin des chantiers d'envergure et la baisse de la commande publique impactent sensiblement l'emploi du secteur du BTP (-14,6 %).

Demandeurs d'emploi (DEFM A)



Sources : DARES, IDCNC

LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : une conjoncture marquée par l'attentisme de la demande

L'ICA se dégrade au premier trimestre 2014. Il rompt avec la tendance haussière des six derniers mois. Il diminue de 6,6 points par rapport au trimestre précédent, et repasse en dessous de sa moyenne de longue période. Cette dégradation s'explique par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise, tant sur le trimestre passé que sur le trimestre à venir.

Le premier trimestre 2014 a débuté avec le mouvement de grève des gérants de stations-service et s'est terminé avec la fin du cycle électoral municipal. Dans un contexte économique et social fragile, la consommation des ménages et l'investissement sont restés limités quoique mieux orientés qu'en fin d'année 2013. Les échanges commerciaux sont en hausse après deux trimestres consécutifs de baisse.

D'après l'enquête de conjoncture, l'ensemble des secteurs enregistrent une baisse de leur activité au premier trimestre 2014, à l'exception du secteur des services dont le courant d'affaires s'inscrit en hausse. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise sont peu optimistes. Ils anticipent une hausse modérée de l'activité et des effectifs tandis que la trésorerie et les délais de paiement devraient poursuivre leur dégradation.

Martinique : stabilité de l'indicateur du climat des affaires

Au premier trimestre 2014, l'ICA est stable, 5,3 points en deçà de sa moyenne de longue période. Cette stabilisation de l'indicateur résulte de la conjonction d'anticipations favorables des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir sur l'activité et les prix, mais pessimistes sur les effectifs.

Pour leur part, les intentions d'investissement à un an se dégradent et se situent à un niveau très en deçà de leur moyenne de longue période. La faible progression des prix semble favoriser une reprise de la consommation des ménages.

Globalement, l'activité stagne. Elle évolue favorablement dans les secteurs du tourisme et du BTP. Elle est en revanche peu dynamique dans les industries agroalimentaires et le commerce. Enfin, elle est dégradée dans les autres industries et les services aux entreprises.

Guyane : le climat des affaires se dégrade à nouveau

L'ICA, malgré un redressement à la fin de l'année dernière, se replie à nouveau au premier trimestre (-2,7 points). A 87,1 points, il se situe toujours bien en deçà de sa moyenne de longue période (-12,9 points). Cette dégradation s'explique principalement par la détérioration de l'activité pressentie pour le prochain trimestre. A l'opposé, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution des charges d'exploitation s'améliore. Les intentions d'investir des chefs d'entreprise à un an restent dégradées mais moins qu'au trimestre précédent. L'évolution de la consommation des ménages marque le pas.

Selon les secteurs, les chefs d'entreprise expriment des avis contrastés : ceux des secteurs des services, de l'industrie et du tourisme font état d'une augmentation de leur activité alors que ceux des secteurs du commerce, et de la construction expriment une dégradation de leur activité. Ceux du secteur primaire témoignent pour leur part d'un ralentissement de la croissance de leur activité.

Les perspectives d'activité pour le deuxième trimestre 2014 sont globalement défavorables, hormis pour le secteur primaire et celui du tourisme.

La Réunion : le climat des affaires poursuit son redressement

L'ICA augmente au premier trimestre 2014, mais à un rythme ralenti (+2,0 points). Il s'établit à 98,2 points, très proche de sa moyenne de longue période. L'amélioration de l'ICA tient essentiellement aux anticipations positives des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir. Leur jugement concernant l'activité, la trésorerie et les prix en particulier s'améliore. La composante passée contribue plus modestement à l'évolution de l'indicateur.

La dépense des ménages est mieux orientée. L'investissement continue pour sa part de se redresser, certes timidement. Les exportations sont stables malgré le recul des expéditions de produits à base de fruits et de légumes, suite au cyclone *Béjisa*. Les importations progressent, tirées notamment par celles de produits courants.

L'orientation du courant d'affaires est globalement meilleure, hormis dans le secteur primaire et celui des services marchands. Dans ce contexte jugé plus favorable, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité du deuxième trimestre 2014 est en hausse.

Mayotte : nette dégradation du climat des affaires

L'ICA enregistre une nette dégradation au premier trimestre 2014. Ainsi, il diminue de 7,9 points pour s'établir désormais en dessous de sa moyenne de longue période. Les réalisations du premier trimestre pèsent défavorablement sur l'opinion des chefs d'entreprise tandis que les prévisions pour le deuxième trimestre, notamment en matière d'activité, atténuent légèrement cette évolution.

Suite aux changements institutionnels (accès au statut européen de région ultrapériphérique) et fiscal (mise en place de la fiscalité de droit commun) intervenus au début de l'année 2014, les entreprises rencontrent des difficultés pour s'adapter aux nouvelles règles économiques qui réduisent leur visibilité sur le court terme. Ainsi, elles soulignent un ralentissement de l'activité et une chute des prévisions d'investissement qui restent malgré tout bien orientées. La consommation des ménages poursuit son redressement entamé en 2013. Les importations progressent, portées par la hausse des achats de produits courants et de biens intermédiaires, tandis que les exportations diminuent sensiblement.

Les chefs d'entreprise font globalement état d'une activité détériorée, notamment dans le BTP et dans le secteur des services. Le commerce enregistre une activité toujours faible mais bénéficie d'une amélioration entamée depuis le troisième trimestre 2013. Les chefs d'entreprise restent prudents en raison d'un manque de visibilité sur les mois à venir, mais espèrent toutefois une reprise de leur activité à partir du deuxième trimestre 2014.

Saint-Pierre-et-Miquelon : une activité économique en demi-teinte

L'orientation de l'activité économique de l'archipel, en légère amélioration en fin d'année 2013, est plus mitigée au premier trimestre 2014. En effet, alors que la consommation des ménages montre des signes d'amélioration, l'investissement des entreprises marque le pas en ce début d'année. Les crédits d'investissement sont notamment en recul. Après avoir connu une stabilisation de son rythme de croissance au dernier trimestre 2013, l'indice des prix à la consommation diminue au premier trimestre, principalement sous l'effet de la baisse des prix du fioul de chauffage. Le rythme de croissance des importations ralentit, tiré vers le bas par la forte contraction des importations de produits bruts. Les exportations chutent de presque moitié sur le trimestre.

Sur le plan sectoriel, le constat est également contrasté, avec une orientation favorable du secteur de la pêche industrielle et artisanale, mais une activité touristique qui stagne, même si les chiffres d'entrées de touristes canadiens sont encourageants. Bien que ne disposant pas de données chiffrées, l'IEDOM relève également les fortes inquiétudes des opérateurs économiques des secteurs du commerce et du BTP.

Nouvelle-Calédonie : la confiance se redresse légèrement

L'ICA augmente de 1,4 point au premier trimestre 2014. Il demeure toutefois en deçà de sa moyenne de longue période (-14,9 points). Cette évolution s'explique par une opinion moins pessimiste des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir, à l'issue d'une longue période électorale. La composante future de l'ICA contribue ainsi nettement à l'amélioration de l'indicateur alors que la composante passée continue de se détériorer.

Plusieurs indicateurs macroéconomiques témoignent d'une légère amélioration de l'environnement économique. La période électorale s'est toutefois fait ressentir sur la consommation des ménages, qui peine à repartir, et le manque de dynamisme de l'investissement des entreprises.

Le secteur de la mine et de la métallurgie bénéficie de la reprise de la production de l'usine du Sud et d'une évolution plus favorable des cours du nickel. L'activité reste toutefois timide dans les secteurs de l'économie hors nickel. Le secteur du BTP manque de dynamisme avec la fin du chantier du Médipôle. L'augmentation de la fréquentation touristique, bien que stimulée par le marché émetteur japonais, reste modeste.

Polynésie française : le regain de confiance se confirme

L'ICA progresse significativement au premier trimestre 2014 (+4 points) et s'établit au dessus de sa moyenne de longue période pour la deuxième fois en moins d'un an. Cette amélioration s'explique principalement par les anticipations positives des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir, notamment en termes d'activité et de trésorerie. L'activité du trimestre écoulé s'est révélée mieux orientée que prévu, ce qui participe aussi à la progression de l'indicateur.

La consommation des ménages manque de dynamisme, après un léger sursaut au trimestre précédent. Le marché du travail, stable ce trimestre, reste sous tension. L'investissement se tasse, après les achats exceptionnels de biens d'équipement opérés fin 2013, mais les prévisions d'investissement à un an se redressent, témoignant d'une meilleure confiance des chefs d'entreprise sur le moyen terme. Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. Alors que l'activité ralentit dans le secteur primaire et l'industrie, les professionnels du secteur du tourisme et du BTP bénéficient d'un regain d'activité et anticipent une amélioration de leur trésorerie et des délais de paiement au second trimestre.

Wallis-et-Futuna : un premier trimestre porté par la consommation

L'activité économique au premier trimestre 2014 est stimulée par la consommation des ménages. Les principaux indicateurs économiques se situent toujours à un niveau satisfaisant. Les importations du Territoire sont en hausse sensible ; cette évolution est liée à l'ouverture prochaine d'une nouvelle grande surface alimentaire sur l'île de Wallis. Le ralentissement de l'activité du secteur du BTP se confirme. Le chantier de reconstruction du quai de Leava à Futuna, dans le cadre du X^e FED territorial, constitue le seul marché public conséquent programmé à l'heure actuelle. Les professionnels du secteur assurent devoir réduire leurs effectifs compte tenu du faible nombre de commandes à satisfaire sur l'archipel. Parallèlement, la demande privée n'est pas en mesure de se substituer à la commande publique pour soutenir l'activité du BTP. Le secteur de l'habitat aux particuliers gagnerait à être dynamisé pour stimuler l'activité locale.

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE QUI S'INSTALLE

La croissance mondiale s'est amplifiée au cours du second semestre 2013 et devrait continuer sur sa lancée en 2014-2015 selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) publiées en avril 2014, qui confirment globalement les prévisions précédentes. L'accélération du second semestre vient principalement des pays développés et notamment de la composante « accumulation de stocks » tandis que la croissance dans les pays émergents ne s'est accélérée que modestement. Après 3,0 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,6 % en 2014, selon le FMI.

Toujours selon le FMI, la reprise profiterait notamment de l'impulsion donnée par l'économie américaine, dont l'activité aurait progressé de 3,2 % au second semestre 2013, du fait de la vigueur des exportations et des augmentations de stocks. En dépit d'un certain ralentissement au début de 2014 (le PIB des États-Unis est resté stable au premier trimestre de 2014 par rapport au trimestre précédent), les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré, d'une politique monétaire accommodante, du redressement du secteur immobilier et de l'assouplissement des normes d'octroi des prêts bancaires.

La zone euro bénéficie d'un retour de la croissance, le PIB ayant augmenté de 0,2 % au cours du premier trimestre 2014 et de 0,9 % en glissement annuel. On observe en particulier un redressement de la demande intérieure en Allemagne. Selon le FMI, le net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire devrait contribuer à l'accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone euro, pouvant atteindre en moyenne 1,2 % en 2014.

En 2013, la croissance de l'économie française est restée faible à 0,3 % comme en 2012. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 %, après avoir baissé de 0,5 % en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009. La progression des exportations est un peu supérieure à celle des importations, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Au premier trimestre de 2014, l'économie française a enregistré une croissance nulle sous l'effet d'un recul de la demande intérieure.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement, soutenue par la progression des exportations, s'est accélérée légèrement au second semestre de 2013 et atteindrait 4,7 % sur l'ensemble de l'année et 4,9 % en 2014. Sous réserve de la conduite d'une stratégie de freinage de la croissance rapide du crédit et d'une avancée satisfaisante du programme de réformes, la croissance chinoise se situerait quant à elle aux alentours de 7,5 % en 2014-2015.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : juillet 2014 – Dépôt légal : juillet 2014 – ISSN 1952-9619